



ETUDE DE CAS

Novembre 2024



**Oscillations
démocratiques au
Burkina Faso**

TABLER DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
I. RAPPEL DE L'HISTOIRE POLITIQUE DU BURKINA FASO	4
<i>Consolidation du pouvoir et crises multiples en Haute-Volta : de Yameogo à Sankara</i>	4
<i>Réformes et tensions au coeur de la révolution burkinabée</i>	5
<i>Compaoré au pouvoir : vers une démocratie contrôlée et la réinvention du régime</i>	6
II. DE L'INSURRECTION A LA TRANSITION : DYNAMIQUES ET LIMITES DES INSURRECTIONS DE 2014-2015	7
<i>Recit des insurrections de 2014-2015</i>	7
<i>Facteurs explicatifs des insurrections de 2014-2015</i>	8
<i>Les limites de la transition</i>	9
III. AUJOURD'HUI, LA JUNTE AU POUVOIR	11
<i>Panorama de la situation actuelle du Burkina Faso</i>	11
<i>Quel horizon démocratique pour le Burkina Faso</i>	11
CONCLUSION	12

INTRODUCTION

Le 31 octobre 2014, une insurrection populaire renversait en deux jours les vingt-sept ans de pouvoir autoritaire de Blaise Compaoré, moment charnière qui permet a posteriori d'entrevoir les dynamiques sous-jacentes ainsi que les facteurs de changement. L'étincelle de l'insurrection fut l'énigme de la volonté de modifier la Constitution au profit du Président, désireux de prolonger son mandat. Elle avait remis au cœur du débat public les réformes constitutionnelles et l'engagement de la société civile dans la lutte pour la démocratisation, et offert un nouvel espoir aux revendications burkinabées.

Dix ans plus tard, le Burkina Faso est gouverné par une junte militaire, qui a pris le pouvoir par un coup d'État en 2022. Le retour à un gouvernement en uniforme, et le prolongement en mai 2024 de la période de transition par le capitaine Ibrahim Traoré, illustrent les défis persistants en matière de gouvernance et de sécurité auxquels le pays est confronté. Cette « démocratie à double- façade » avait en effet maintenu pendant plusieurs décennies un régime hybride où la tenue d'élections n'était qu'une apparence de

① démocratie ne suffisant pas à masquer le caractère autoritaire du gouvernement. D'autre part, la situation sécuritaire reste extrêmement tendue : des groupes armés islamistes contrôlent certaines régions du pays, tout particulièrement dans les zones frontalières, entraînant des déplacements de population et une crise humanitaire sévère.

Revenir sur l'épisode d'octobre 2014 permet de considérer les événements à la faveur desquels la société civile s'est massivement mobilisée, mais aussi d'envisager les raisons du recul démocratique qui s'en est suivi.



Ibrahim Traoré,
chef de la junte au Burkina Faso.

① HAGBERG, Sten. « Conclusion de la troisième partie. Démocratie à double façade ». Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire Le cas du Burkina Faso, Karthala, 2010. p.295-306. CAIRN.INFO,

I. RAPPEL DE L'HISTOIRE POLITIQUE DU BURKINA FASO

A - CONSOLIDATION DU POUVOIR ET CRISES MULTIPLES EN HAUTE-VOLTA : DE YAMÉOGO À SANKARA

Maurice Yaméogo était président de la Haute-Volta lorsqu'elle a obtenu de la France son indépendance, le 5 août 1960. Yaméogo a poursuivi la consolidation du pouvoir déjà entamée avant l'indépendance, et commencé par éliminer l'opposition parlementaire. Le 28 février de la même année, ayant obtenu les pouvoirs spéciaux de l'Assemblée, il décide de la dissoudre. Grâce à une nouvelle stratégie de redécoupage des circonscriptions, il parvient à faire de son groupe le parti majoritaire. Il dissout plusieurs partis d'opposition, tels que le Parti National Voltaïque (PNV), le Parti Républicain de la Liberté (PRL), et le Parti d'Action Paysanne (PAP), et emprisonne les figures de l'opposition. Le 30 novembre 1960, la dictature se donne un nouveau cadre et proclame une nouvelle constitution.

La Haute Volta est alors confrontée à de nombreuses crises. Crise sociale d'abord, avec la suppression administrative des chefferies en janvier 1962, qui ébranle la structure traditionnelle de la société burkinabée. Cet acte autoritaire sape en effet un dispositif central de l'espace politique : plus des trois-quarts de la population est rurale, et parmi elle, comme l'indique encore une enquête d'opinion ^②d'Afrobarometer réalisée en 2008, 75% des enquêtés font confiance aux chefs traditionnels.

Ces derniers agissent comme intermédiaire entre le gouvernement central et les populations locales, et l'État sait devoir compter sur leur assentiment s'il veut faire respecter la loi. D'après Arsène Brice Bado « *comme entités administratives et politiques des sociétés traditionnelles, les chefferies entrent en compétition avec l'État et ses administrations. [...] La non-intégration de ces deux systèmes de gouvernance fragilise l'État ainsi que le fonctionnement de la démocratie* ». Autre composante accentuant la crise sociale, un mépris croissant du pouvoir central pour la religion, une situation sanitaire désastreuse et un manque d'enseignants.

Crise économique ensuite : à l'instar de nombreux pays africains à l'ère post-coloniale, le Burkina Faso a connu après son indépendance d'importantes difficultés de financement. Pour tenter de redresser l'économie, Maurice Yaméogo a imposé des mesures d'austérité sévères : réductions de salaires pour les fonctionnaires et augmentation des impôts. Ces mesures ont aggravé le mécontentement populaire, notamment au sein des syndicats et de la fonction publique. Ces choix économiques, combinés à l'absence d'investissements dans des secteurs clés comme l'éducation et la santé, ont provoqué une insatisfaction croissante dans la population. En 1966, des grèves massives des syndicats et des étudiants éclatent. Ces troubles conduisent à la démission

^② Afrobarometer. (2008). Summary of results: Botswana Round 4 survey. Disponible en ligne.

^③ Chercheur en sciences politiques et relations internationales au CERAP/Université Jésuite à Abidjan, en Côte d'Ivoire, spécialiste des relations entre démocratie et pluralisme ethnique,

forcée de Yaméogo à la suite d'un coup d'État militaire dirigé par le lieutenant-colonel Sangoulé Lamizana. ^④ de ses biens. Il limite les dépenses de l'État, lutte contre la corruption et le clientélisme.

Malgré la situation critique, Lamizana poursuit le virage anti-démocratique. En 1970, il fait adopter une nouvelle constitution qui lui permet de devenir Président sans consulter le peuple, puis nomme Joseph Ouédraogo Premier ministre. Cependant, leur relation se dégrade progressivement, et Sangoulé Lamizana décide de suspendre la Constitution pour renouveler le gouvernement, le rendant exclusivement militaire.

En 1980, de nombreuses grèves éclatent dans le pays, paralysant des secteurs entiers. Saye Zerbo prend alors le pouvoir par un nouveau coup d'État, avant d'être à son tour renversé le 7 novembre 1982 par Jean-Baptiste Ouédraogo et son Premier ministre, Thomas Sankara. En mai 1983, Jean-Baptiste Ouédraogo limoge Thomas Sankara, qui, trois mois plus tard, prend le pouvoir, lui aussi par un coup d'État.

B - RÉFORMES ET TENSIONS AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION BURKINABÉE

La prise de pouvoir par Thomas Sankara marque une rupture significative dans l'histoire du pays. Il donne un nouveau nom à la Haute-Volta qui devient le Burkina Faso, ce qui se traduit par « la patrie des hommes intègres ». Sous sa direction le pays fait ses premiers pas vers la démocratie, avec une volonté d'émanciper le peuple et de promouvoir la justice sociale. Sur le plan politique, Sankara accorde une importance particulière à la transparence, se prêtant lui-même à l'exercice de la déclaration publique

Sankara instaure un programme révolutionnaire qui vise à transformer la société burkinabée par des réformes radicales dans les domaines de l'économie, de l'agriculture, de la santé et des droits des femmes. Sur le plan économique, il aspire à éviter toute dépendance extérieure et vise l'autosuffisance alimentaire. Il stimule l'économie industrielle interne du pays en valorisant les productions locales. En politique étrangère, Sankara critique ouvertement les dérives de la mondialisation et adopte une position anti-impérialiste. Ces réformes, bien qu'elles bénéficient à certaines franges de la population, provoquent aussi un mécontentement, notamment chez les fonctionnaires, dont les privilèges ont été réduits. Les mesures d'austérité, la nationalisation de certaines industries, et les tensions avec les pays voisins ont également contribué à fragiliser le Burkina Faso, qui se retrouve isolé diplomatiquement, ce qui a accentué les pressions sur le régime. Elles suscitent également des résistances au sein des élites traditionnelles, des militaires et de ses propres alliés dans le Conseil National de la Résistance (CNR). Certains membres du gouvernement commencent à critiquer son approche autoritaire et son manque de consultation. L'isolement croissant de Sankara au sein du CNR exacerbe les tensions internes, en particulier avec son ami proche et collègue de longue date, Blaise Compaoré.

Celui-ci orchestre finalement son assassinat, le 15 octobre 1987, et prend le pouvoir par la force. Thomas Sankara laisse

^④ France Info. (2018). Burkina : patrimoine des chefs d'État, le jour où Thomas Sankara a brisé le tabou. Disponible en ligne.

un héritage politique important, dont se réclameront plus tard les acteurs de l'insurrection qui nous occupe.

C - COMPAORÉ AU POUVOIR : VERS UNE DÉMOCRATIE CONTRÔLÉE ET LA RÉINVENTION DU RÉGIME

Compaoré impose un gouvernement formé par le Front populaire, une coalition de plusieurs partis politiques qui soutiennent le nouveau chef d'État. En juin 1991, une nouvelle constitution est mise en place, qui introduit le multipartisme, la séparation des pouvoirs, la limitation des mandats à deux septennats, l'organisation d'élections régulières et transparentes, la décentralisation administrative, la création d'une Cour constitutionnelle, et l'application de certains droits fondamentaux (liberté de la presse, liberté d'association, etc.). Ces avancées permettent d'instaurer progressivement un modèle démocratique, soutenu par le processus dit de « *rectification* ».

La « *rectification* » est présentée comme une approche politique visant à ralentir le processus révolutionnaire et à apaiser la population. Ce processus repose sur une critique des politiques menées par Sankara. Ainsi, Blaise Compaoré tente de modérer les idées révolutionnaires et s'oriente vers des politiques plus libérales, notamment avec la mise en place de programmes d'ajustement structurel en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale. La rectification vise également à réconcilier le pouvoir avec certaines des élites traditionnelles et religieuses, souvent marginalisées sous Sankara, tout en neutralisant les structures populaires révolutionnaires, comme les Comités de Défense de la Révolution (CDR).

Le parti majoritaire contrôle cependant toutes les institutions administratives et gouvernementales, sans laisser aucune alternance politique. La libéralisation de la vie politique est ainsi loin d'être achevée : l'armée occupe encore un rôle central dans l'appareil gouvernemental, les opposants politiques sont réprimés, souvent emprisonnés ou persécutés. En résumé, le régime mis en place par Compaoré s'apparente davantage à une démocrature qu'à une réelle démocratie, ce qui est confirmé par la longévité de son mandat (27 ans), permise par de multiples amendements constitutionnels.



Thomas Sankara,
Président du Burkina Faso du 1983 à 1987

II. DE L'INSURRECTION À LA TRANSITION : DYNAMIQUES ET LIMITES DES INSURRECTIONS DE 2014 - 2015

A - RÉCIT DES INSURRECTIONS DE 2014-2015

En 2013, un parti d'opposition, l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC), mène des protestations contre la création du Sénat. Celui-ci risquait de servir à maintenir Blaise Compaoré au pouvoir en étant composé majoritairement de sénateurs nommés par lui et présidé par son frère. Un an plus tard, des proches de Compaoré démissionnent pour former un nouveau parti, le Mouvement du Peuple pour le Progrès. Des associations et mouvements civils se rejoignent également pour exprimer leur mécontentement face au gouvernement de Compaoré.

À partir du 21 octobre 2014, des organisations de la société civile, des syndicats et des associations (tels que le Balais Citoyen, le Front de Résistance Citoyenne, le Collectif Anti-Référendum, Collectif des Femmes pour la Défense de la Constitution, la Coalition Contre la Vie Chère) se mobilisent dans les rues pour manifester contre la modification de l'article 37 de la Constitution, qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels autorisés.

⑤ Dans cette effervescence, le 30 octobre, les manifestants prennent l'Assemblée nationale qu'ils saccagent puis incendient. L'intervention des forces de l'ordre se montre insuffisante devant la mobilisation massive. En certains endroits, elles se sont montrées réticentes à utiliser la force excessive contre leurs compatriotes, ce qui a permis aux protestataires d'avancer. Dans

certains cas, les forces de sécurité ont même rejoint les manifestants ou ont décidé de rester neutres

La foule des manifestants est sans précédents : elle est estimée à plusieurs dizaines de milliers. Ils s'en prennent au domicile de plusieurs membres du gouvernement, qu'ils pillent et saccage, puis aux sièges des chaînes de télévision nationale. Les manifestants se rendent alors dans plusieurs lieux de pouvoir pour exprimer leurs revendications : le palais présidentiel, la place de la Nation (rebaptisée place de la Révolution pour l'occasion), et l'état-major des armées. Le gouvernement décide d'abandonner le projet de loi, mais Blaise Compaoré dissout simultanément l'Assemblée. À la suite de ces rassemblements, Blaise Compaoré fuit en Côte d'Ivoire.

Le 31 octobre, le lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida prend le pouvoir, soutenu par l'armée, et est nommé chef de l'État de la Transition. Cependant, les organisations qui se sont mobilisées dans la rue sont accusées d'avoir « *vendu la révolution* » aux militaires. Des confrontations éclatent alors entre manifestants. Deux jours plus tard, la junte dirigée par Zida décide de se réunir avec les représentants de chaque parti politique pour résoudre la crise et créer la Charte de la Transition, selon laquelle le Président de la Transition et son gouvernement ne seront pas éligibles pour les élections présidentielles à venir en 2015. Le 16 novembre, Michel Kafando est désigné Président de la Transition et Zida est

⑤ LeFaso.net. (2016). 30 et 31 octobre 2014 : Les 48 heures qui ont marqué la chute de Blaise Compaoré

nommé Premier ministre.

En septembre 2015, un coup d'État est mené par le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP), une unité d'élite fidèle à Compaoré. Les troupes réussissent à arrêter les leaders de la transition, mais le coup d'État échoue en raison d'une double contestation : civile, avec plusieurs milliers de citoyens dans la rue ; et militaire, les unités de l'armée loyaliste ayant rapidement convergé vers Ouagadougou, menaçant d'attaquer le camp Naaba Koom (quartier général du RSP), et forçant ainsi les putschistes à capituler. Il sera rapidement qualifié par les Ouagalais comme le « coup d'État le plus bête du monde ». Les élections présidentielles et législatives ont bien lieu, mais avec un mois de retard. Roch Marc Christian Kaboré est élu président.

communauté, et la nécessité d'assainir la vie politique en la débarrassant de la corruption.

Les manifestants de 2014 s'appuient sur une culture populaire engagée, et reprennent notamment des extraits d'un album du rappeur Smarty and the Bolo Benn Roots, que cite Pierre Jacquemot dans son ouvrage *Afrique, la démocratie à l'épreuve* : « *Le chapeau du chef flotte dans l'air/Les têtes se cognent pour savoir qui le portera/Que la paix aille mourir à la guerre /!Pourvu qu'il y ait une tête qui soit couronnée roi [...]/Le problème d'un roi est la distance entre la vérité reçue.../Et ce que le peuple pense de lui/Malgré la tension qui devenait immense.../C'est sur les mêmes mélodies que le griot du roi danse. [...] C'est ainsi, conclut Pierre Jacquemot, qu'est née la « ruecratie », le recours à la « légitimité de la rue » pour exiger la résolution de certaines questions politiques jugées fondamentales, mais aussi celles de la vie quotidienne. »*

B - FACTEURS EXPLICATIFS DES INSURRECTIONS DE 2014-2015

Depuis la révolution de Sankara, les citoyens burkinabés envisagent différemment leur participation à la vie politique et aspirent au changement qu'elle promettait, comme le montre la récurrence du slogan « *Plus rien ne sera comme avant !* ». L'héritage de Sankara est manifeste dans les symboles utilisés par les principaux collectifs militants. Le balai, qui donne son nom au Balai citoyen, renvoie au geste du président révolutionnaire, connu pour avoir littéralement et symboliquement pris un balai pour balayer les rues de Ouagadougou. Il voulait par-là illustrer l'importance de la participation de chacun, y compris des dirigeants, dans l'amélioration des conditions de vie de la

La politisation de la population burkinabé s'est également opérée au moyen des réseaux sociaux, qui ont été essentiels pour diffuser les appels à l'insurrection, puis ont joué un rôle primordial dans l'organisation des manifestations, permettant de diffuser en temps réel les actions en contournant la censure. Ils ont aussi permis de sensibiliser l'opinion nationale et internationale, et enfin mis en lumière les violations des droits humains et donné une voix aux populations les plus marginalisées.

Le pouvoir de la rue n'explique cependant pas à lui tout seul le renversement d'octobre 2014 : il faut aussi prendre en compte la catégorie des

⁶ Le Nouvel Observateur. (2015). *Mondovision : Au Burkina Faso, le coup d'État le plus bête du monde*, Disponible en ligne.

⁷ Universitaire puis diplomate, il a été en poste dans plusieurs pays africains (Sénégal, Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Kenya, Ghana, République démocratique du Congo)

⁸ Pierre Jacquemot. *Afrique, la démocratie à l'épreuve*. Fondation Jean-Jaurès. Fondation Jean-Jaurès-Edition de l'Aube, 2022, LIVRE, 978-2-8159-5086-2.

entrepreneurs politiques comme moteurs de la révolte : ils ont vu le changement de la Constitution par Compaoré comme un moment dont il fallait se saisir. Des figures telles que Michel Kafando et Yacouba Isaac Zida ont su prendre en main cette « *fenêtre d'opportunité* » pour impulser des réformes et restructurer le cadre institutionnel du pays. L'idée de fenêtre d'opportunité, telle que définie par John Kingdon, correspond à un moment propice au changement où trois éléments convergent : les problèmes (une crise), les solutions (des propositions pour pallier la crise) et le contexte politique (un environnement favorable au changement). Lorsque ces éléments se rejoignent, les entrepreneurs politiques peuvent agir rapidement et introduire des réformes. Dans le contexte du Burkina Faso, les nouveaux leaders politiques ont permis de mettre en lumière les problèmes et de proposer des réformes institutionnelles.

Il est enfin intéressant de remarquer le rôle crucial qu'ont eu les chefs traditionnels dans l'insurrection de 2014, car leur intervention a permis une importante mobilisation dans les zones rurales. Ainsi, ils ont légitimé à travers tout le pays le mouvement de contestation initié à Ouagadougou, et par là contribué à son succès.

C - LES LIMITES DE LA TRANSITION

Le régime de transition au Burkina Faso, instauré après la chute de Blaise Compaoré, a été marqué par des tensions internes qui ont fragilisé son fonctionnement. Au cœur de ces tensions, la relation complexe entre le président Michel Kafando, un diplomate

civil, et le Premier ministre Yacouba Isaac Zida, un militaire de haut rang, a joué un rôle déterminant.

Dès le départ, cette dualité entre une gouvernance civile et militaire a créé une dynamique conflictuelle. Kafando, choisi pour incarner l'aspiration populaire à un retour à une gouvernance consensuelle, prônait la prudence et le dialogue. De son côté, Zida, qui avait joué un rôle crucial dans la gestion de l'après-insurrection, défendait une approche plus autoritaire et des réformes rapides pour rompre avec l'ancien régime.

La question de la dissolution du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) est devenue le principal point de discord. Zida, ancien membre de cette unité d'élite, s'était retourné contre elle, considérant le RSP comme un frein aux réformes démocratiques. Il militait activement pour sa suppression. En revanche, Kafando, conscient des risques d'une confrontation directe avec ce groupe militaire influent, optait pour une gestion plus mesurée, cherchant à maintenir un équilibre fragile. Ces désaccords ont entravé la cohérence et l'efficacité du régime de transition. Incapable de concilier ces visions divergentes, et la transition s'est progressivement enlisée, laissant le pays dans une situation politique précaire. Ainsi, l'absence d'un chef unique, quoique louable sur le principe, a rendu plus difficile le travail de réforme et de démocratisation du pays.

De plus, pour consolider la transition démocratique, le gouvernement a mis en place plusieurs organes politiques faisant office de contre-pouvoirs. Ils se sont

⑨ Kingdon, J. W. (1984). Agendas, alternatives, and public policies.

⑩ Politologue, professeur émérite de l'université du Michigan

néanmoins révélés inefficaces, car « le gouvernement Zida engageait des réformes comme si le CRNR (Commission de la réconciliation nationale et des réformes) n'existait pas, alors que celui-ci s'attelait à élaborer des projets de réforme ». Les différents organes politiques ne coopéraient pas entre eux, plusieurs travaux contradictoires émanaient de chaque organisation, freinant la Transition. « *Ce déficit de synergie reflète la divergence d'objectifs qui a caractérisé ce pouvoir à trois têtes* » (CRNR, Conseil National de Transition et gouvernement).

11

Enfin, bien que les élections présidentielles et législatives aient eu lieu, le processus démocratique a été

interrompu lors des deux coups d'État de 2022. Le coup d'État mené par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba en janvier 2022 a été motivé par un mécontentement croissant au sein de l'armée face à l'incapacité du gouvernement à gérer l'insécurité due aux attaques djihadistes. Le 24 janvier 2022, Damiba et ses partisans renversent le président Roch Marc Christian Kaboré. Il dissout ensuite le gouvernement et suspend la Constitution, promettant de restaurer la sécurité et de mettre en place un calendrier de transition politique. Le coup d'État du capitaine Ibrahim Traoré lui succède le 30 septembre de la même année, invoquant les mêmes problématiques que Damiba.



Des soldats tentent d'arrêter des manifestants à Ouagadougou, Burkina Faso, le 30 octobre 2014

11 Saidou, A. K. (2020). Les entrepreneurs politiques à l'épreuve du pouvoir : régime de transition et action publique au Burkina Faso (2014-2015) et au Niger (2010-2011). *Revue Internationale de Politique Comparée*

III. AUJOURD'HUI, LA JUNTE AU POUVOIR

A - PANORAMA DE LA SITUATION ACTUELLE DU BURKINA FASO

Depuis son arrivée au pouvoir, Ibrahim Traoré a mis en place plusieurs mesures pour tenter de stabiliser la situation sécuritaire du pays. Il a réorganisé les forces de défense et de sécurité, acquis de nouveaux équipements militaires et recruté des soldats supplémentaires. Depuis les attaques terroristes de 2015 et 2016, le pays est en lutte constante contre le terrorisme. Traoré invoque ainsi cette crise sécuritaire pour différer les élections prévues pour la mi-juillet 2024 : il déclarait en août 2024 préférer se concentrer sur la stabilité du pays. Selon lui, la tenue d'élections dans le contexte actuel empêcherait une participation équitable de tous les citoyens burkinabés. S'il se présente depuis ses débuts comme le digne héritier du sankarisme, l'opposition et la presse sont muselées, et les critiques du régime sont intimidées, emprisonnées, parfois enlevées (ainsi de l'activiste Guy Hervé Kam (une figure de la contestation anti-Compaoré), l'ancien ministre Ablassé Ouedraogo, le journaliste Atiana Serge Oulon, ou encore l'artiste Moussa Thiombiano).

contre la corruption ; la neutralité politique des forces armées ; et la liberté de la presse. Ces facteurs ont eu un effet vertueux sur la gestion des crises internes et externes.

Pour autant, bien que ces systèmes démocratiques semblent souhaitables au Burkina Faso, il serait judicieux de penser leur adaptation aux systèmes politiques traditionnels. Comme l'a montré l'insurrection de 2014, les chefs traditionnels peuvent être des acteurs importants de la politique étatique, comme « *intermédiaires entre leurs communautés locales et le gouvernement central* ». Or, comme le développe Arsène Brice Bado, « *les systèmes traditionnels et modernes de gouvernance se côtoient mutuellement sans réellement s'interpénétrer et sans se fondre dans un système unique sur lequel l'État pourrait s'appuyer pour instaurer sa compétence sur l'ensemble du territoire national* ».

B - QUEL HORIZON DÉMOCRATIQUE POUR LE BURKINA FASO ?

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal et le Ghana suivent respectivement le modèle démocratique depuis 1960 et 1992. Leur expérience met en lumière plusieurs éléments cruciaux pour la stabilité du pouvoir démocratique : un leadership engagé, respectant les passations de pouvoir ; des institutions solides luttant

¹² RFI. (2024). Burkina Faso : l'avocat Guy Hervé Kam de nouveau placé sous mandat de dépôt. Disponible en ligne.

¹³ RFI. (2024). Burkina Faso : l'ex-ministre Ablassé Ouedraogo apparaît pour la première fois dans une vidéo. Disponible en ligne.

¹⁴ Reporters sans frontières. (2024). Burkina Faso : silence assourdissant des autorités après l'enlèvement d'Atiana Serge Oulon. Disponible en ligne.

¹⁵ Bado, A. B. (2015). La démocratie au Burkina Faso aux prises avec les systèmes traditionnels de gouvernance. *Études*, avril(4), 19-30.

CONCLUSION - QUE RETENIR DES INSURRECTIONS DE 2014-2015 AU BURKINA FASO ?

1.

Ces insurrections ont été marquées par une mobilisation massive du peuple burkinabè à travers tout le pays. Cet engagement a été relayé par des acteurs clés à différentes échelles : les chefs traditionnels dans les zones rurales qui ont encouragé la diffusion du mouvement, et les entrepreneurs politiques, qui ont su saisir l'opportunité pour s'affirmer comme des leaders légitimes et initier des changements institutionnels.

2.

Ces insurrections ont été permises par de nouveaux vecteurs de mobilisation pour la population. L'utilisation des réseaux sociaux a permis de contourner la censure et de sensibiliser un maximum de citoyens. Les mouvements militants se sont appuyés sur des symboles et des figures de la culture populaire, notamment du rap.

3.

La Transition n'a toutefois accouché d'aucun régime véritablement démocratique, principalement à cause de la forte présence militaire dans l'organe politique. La présence de l'armée a suscité de nombreux désaccords, mettant en lumière les faiblesses du gouvernement et le manque de principes idéologiques communs à l'origine de la transition. La situation sécuritaire gangrénée par le terrorisme a entretenu un cercle vicieux, qui sert de prétexte à un pouvoir militaire fort.

Sources

- Bonneau, V. (2015). Sur la chute de Blaise Compaoré. Autorité et colère dans les derniers jours d'un régime. *Politique Africaine*, N° 137(1), 151-168.
- Chouli, L. (2015). The popular uprising in Burkina Faso and the Transition. *Review of African Political Economy*, 42(144).
- Hagberg, S., Kibora, L., Barry, S., Gnessi, S., & Konkobo, A. (2017). Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016 : Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans « un Burkina nouveau ». Uppsala University.
- Hagberg, S., Kibora, L. O., Barry, S., Cissao, Y., Gnessi, S., Kaboré, A., Koné, B., & Zongo, M. (2019). Sécurité par le bas : Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso. Uppsala University.
- Haski, P. (2015). Au Burkina Faso, le coup d'État le plus bête du monde. *Le Nouvel Observateur*, 6 octobre 2015.
- International IDEA. (1998). *La démocratie au Burkina Faso*.
- Le Faso.net. (2024). 30 et 31 octobre 2014 : Les 48 heures qui ont marqué la chute de Blaise Compaoré, 31 octobre 2024.
- Natielse, K. J. (2013). *Le Burkina Faso de 1991 à nos jours : entre stabilité politique et illusionnisme démocratique*.
- RFI. (2024). Burkina Faso : l'avocat Guy-Hervé Kam de nouveau placé sous mandat de dépôt, 3 août 2024.
- RFI. (2024). Burkina Faso : l'ex-ministre Ablassé Ouédraogo apparaît pour la première fois dans une vidéo, 18 février 2024.
- RSF. (2024). Burkina Faso : silence assourdissant des autorités après l'enlèvement d'Atiana Serge Oulon par des membres revendiqués des services secrets, 25 juin 2024.
- Sampana, L. (2015). La démilitarisation paradoxale du pouvoir politique au Burkina Faso. *Les Champs de Mars*, 34-49.